



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DREAL Occitanie - UID65/32			
Courrier reçu le : 07/02/2023			
N° Chrono : 2023-062-AR			
AIOT N° : 0006807484			
			DW

**Direction régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement
d'Occitanie**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral n°65-2023-02-06-00003

portant mise en demeure à l'encontre de la société OMYA de respecter les prescriptions applicables aux activités d'exploitation d'une carrière de marbre sur la commune de SOST en application de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, L. 516-1 et L. 516-6 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jean SALOMON, en qualité de préfet des Hautes-Pyrénées ;

Vu le décret du 02 septembre 2022 portant nomination de Madame Nathalie GUILLOT-JUIN en qualité de secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 65-2022-09-30-00002 du 30 septembre 2022 portant délégation de signature à Madame Nathalie GUILLOT-JUIN secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°65-2017-03-31-002 du 31 mars 2017, autorisant la S.A. ONYX, MARBRES GRANULES (OMG) à exploiter une carrière de marbre au lieu-dit « Le Pourtaillon » sur la commune de SOST ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°65-2018-10-18-002 du 18 octobre 2018 transférant le bénéfice de l'autorisation de la carrière de marbre susvisée à la S.A. OMYA ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 6 décembre 2022 faisant suite à la visite d'inspection du site en date du 15 novembre 2022, dont une copie a été transmise à l'exploitant par courrier en date du 29 décembre 2022, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet en date du 12 janvier 2023 ;

Considérant que lors de la visite en date du 15 novembre 2022, l'inspecteur de l'environnement a constaté que la société OMYA n'a pas exploité la carrière depuis 2014 ;

Considérant que l'article R512-74-II stipule que, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prolongation de délai, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives ;

Considérant que la société OMYA a omis de déclarer la cessation d'activité de cette carrière de marbre tel que prévu par les articles R512-39 et suivants du Code de l'environnement ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société OMYA de déposer un dossier de déclaration de cessation d'activité, tel que prévu par les dispositions des articles R512-39 et suivants du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées :

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

La société OMYA exploitant d'une carrière sur la commune de SOST est mise en demeure, **sous un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de déposer le dossier de cessation d'activité de la carrière de marbre « rouge » qu'elle exploitait au lieu-dit « Le Poutaillon ».

ARTICLE 2 : SANCTIONS

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions administratives seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3 : NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée dans la mairie de Sost et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché dans la mairie de Sost pendant une durée minimum d'un mois ;
- Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins de la maire et envoyé à la préfecture des Hautes-Pyrénées – Pôle Environnement/ Installations classées ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hautes-Pyrénées pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Pau, soit par courrier : 50 cours Lyautey – CS 50 543 – 64 010 PAU Cedex, soit par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site Internet : <http://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R.181-50 du même code :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION

- Madame la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie,
- Mme la maire de Sost

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées, et dont copie sera adressée :

Pour notification à


- SAS OMYA

Pour information à

- Mme la sous-préfète de Bagnères-de-Bigorre
- Mme la procureure de la République,
- M. le commandant du groupement de gendarmerie des Hautes-Pyrénées.

Fait à Tarbes, le **- 6 FEV. 2023**

Le préfet


Jean SALOMON